

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Ma-priorite-c-est-le-marche-commun-de-l-Amerique-du-sud-Lula>

"Ma priorité, c'est le marché commun de l'Amérique du sud" : Lula

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : samedi 4 novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"Pour que le Brésil soit riche, il faut aussi que nos voisins se développent et deviennent partenaires de notre pays", estime le président Lula.

Par Lamia Oulalou

[Le Figaro](#). France, le 3 novembre 2006.

Le Figaro. - **Votre politique étrangère va-t-elle continuer à donner la priorité à l'Amérique du Sud ?**

► **Luiz Inacio Lula da Silva.** - L'intégration de l'Amérique du Sud est une priorité pour une raison simple : à l'exception du Chili et de l'Équateur, nous avons une frontière avec tous les pays du sous-continent. Il y a, parmi nos voisins, des pays peuplés de 30, 40 millions d'habitants, avec un grand potentiel de développement, et pourtant, sous les précédents gouvernements, le Brésil, première économie d'Amérique latine, concentrait l'essentiel de son énergie à conquérir les marchés d'Europe et des États-Unis. C'est pour renverser cette tendance que nous avons voulu créer la Communauté sud-américaine des nations. Nous voulons transformer le Brésil en un pays riche. Pour cela, il faut aussi que nos voisins se développent. Avec cette inflexion, nous avons aboli de notre dictionnaire le terme « hégémonie ». Le Brésil ne veut pas être le leader de ses voisins, mais leur partenaire.

L'opposition vous accuse de faire perdre ainsi au Brésil des parts de marché et de l'influence, aux États-Unis et en Europe.

Les États-Unis sont notre premier partenaire commercial et restent un allié stratégique, tout comme l'Europe. Je suis convaincu que, malgré la difficulté des négociations, le Mercosur (le bloc constitué par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela, NDLR) va signer un accord commercial avec l'Union européenne. Elle en a besoin, nous aussi. Néanmoins, nous ne pouvons plus continuer à dépendre de quelques pays. Il y a d'autres espaces vierges que nous avons besoin de conquérir, en Amérique du Sud, au Mexique, en Inde, en Chine, en Afrique ! Cette politique paye : depuis le début de l'année, nos exportations cumulées ont atteint 135 milliards de dollars, avec un excédent commercial de 46 milliards, du jamais vu dans toute l'histoire du Brésil !

Dans une Amérique latine aujourd'hui largement à gauche, existe-t-il deux pôles opposés de gouvernement de gauche, celui que vous incarnez et celui, plus radical, de votre homologue vénézuélien, Hugo Chavez ?

Ces comparaisons idéologiques n'ont aucun sens. Comparer Chavez à Lula, Lula à Bush, Bush à Chirac... C'est absurde. Chaque président gouverne en fonction de la culture et de l'histoire politique de son pays. Les décisions que prend Hugo Chavez répondent aux luttes historiques qui ont marqué le Venezuela. Pour moi, Chavez est bon pour le Venezuela. On peut avoir des divergences avec lui, mais c'est le seul président qui, au cours des trente dernières années, s'est préoccupé des pauvres de son pays.

Que pensez-vous des tensions entre Caracas et Washington ?

Là encore, à chaque pays sa spécificité. La relation du Brésil avec les États-Unis n'est pas celle du Venezuela avec les États-Unis. Les tensions entre les deux pays ne datent pas d'hier, elles ont commencé dans les années 1940, quand le Venezuela a augmenté de 10 % à 50 % la taxation des hydrocarbures, alors exploités par des entreprises américaines. De la même façon, aujourd'hui, le président bolivien Evo Morales défend les intérêts de son pays, et il a raison.

Comment comptez-vous empêcher la répétition des scandales de financement illégal des campagnes

électorales qui ont marqué votre premier mandat ?

Je vais appuyer cette réforme politique, qui sera l'oeuvre des partis politiques et du Congrès, pour qu'elle soit votée le plus rapidement possible. Les problèmes de financement illégal de partis que vous évoquez ne sont pas propres au Brésil, vous les avez connus en France. Nous voulons une législation qui pousse à une rénovation des partis, obligeant notamment à la fidélité partisane (empêchant les députés de changer de partis plusieurs fois par la législature, ce qui les pousse à aller au plus offrant, NDLR). Le Brésil a aussi besoin d'un système de financement public des partis.

Cette réforme permettra-t-elle d'en finir avec la corruption politique ?

Elle ne réglera pas tout. Même avec une bonne loi, il y aura toujours des personnes pour violer les règles. C'est pourquoi la lutte contre l'impunité est importante. Mon gouvernement a lancé une bataille contre la corruption à laquelle je ne connais qu'un précédent : l'opération « Mains propres » en Italie. La police fédérale a dénoncé plus de 300 affaires au cours de mon mandat, contre 48 pendant les huit ans de présidence de mon prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso. Évidemment, plus le nombre de scandales révélés augmente, plus la population a l'impression que la corruption est généralisée. Mais c'est que les gouvernements précédents préféraient fermer les yeux sur ces affaires, voire les camoufler ! Désormais, toute personne s'écartant du droit chemin est punie, quelle qu'elle soit.

Comment comptez-vous atteindre votre objectif de croissance économique de 5 % par an, presque le double de votre premier mandat ?

Pendant les quatre dernières années, nous avons dû faire beaucoup de sacrifices pour rééquilibrer les comptes de notre pays, qui frôlait la faillite à l'issue du précédent gouvernement. Aujourd'hui, les exportations battent des records, la consommation intérieure se développe, tout comme le crédit et la masse salariale. Parallèlement, l'inflation est en baisse, et la misère recule. La maison est en ordre pour que nous puissions passer à l'étape suivante. Nous avons, pendant un an et demi, monté le projet « PPP » (une loi qui permet l'association de capitaux privés et publics pour investir dans les infrastructures, NDLR). Sa mise en oeuvre a été retardée par la campagne électorale, mais il va donner lieu à des investissements énormes.

Dans quels secteurs ?

Dans les transports, avec la récupération des chemins de fer, des routes et des ports, mais surtout dans l'énergie. Petrobras, notre compagnie nationale d'hydrocarbures, a prévu d'investir 87 milliards de dollars dans les quatre prochaines années. Le pôle pétrochimique qui va entrer en fonctionnement l'année prochaine à Rio de Janeiro implique l'injection de 14 milliards de reais (6,5 milliards de dollars). Il y a aussi la raffinerie du Pernambouc, et les trois usines hydroélectriques que nous lançons. Enfin, la production de l'éthanol et du biodiesel qui est en passe de révolutionner l'énergie dans le monde est un secteur en pleine expansion, et dans lequel le Brésil possède une avance technologique remarquable.

Allez-vous diminuer les taux d'intérêts très élevés, comme le réclament les entreprises ?

Le taux de base de la banque centrale, qui s'applique à environ un tiers des entreprises, est en baisse depuis plusieurs mois. Il va continuer à diminuer. Mais le contrôle de l'inflation reste la priorité, à cause de son impact considérable sur le revenu des plus pauvres. Nous ne pouvons nous permettre aucun faux pas sur ce terrain. Je suis convaincu que l'économie brésilienne peut croître à un rythme important dans ces conditions. Sinon, je ne me serais pas présenté à ma propre succession. Ce mandat peut être infiniment meilleur que le premier. Maintenant, je n'ai plus le droit de comparer notre travail à l'échec qu'a été le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Je vais

devoir prendre comme référence mon premier mandat, et faire mieux. C'est plus difficile.